



ARRETE DE VOIRIE PORTANT ALIGNEMENT

Le Maire de 01480 JASSANS-RIOTTIER

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L3221-4 et L3221-5,

VU le code général de la propriété des personnes publiques,

VU le Code de la voirie routière et notamment les articles L. 112.1 et suivants et R 121.1 et suivants,

VU les articles L. 126.1 et R. 126.1 du code de l'urbanisme,

VU l'état des lieux,

VU la demande réceptionnée en mairie en date du 14 décembre 2021, par laquelle Monsieur D'AMBROSI ROCCO Salvatore,

Représentée par le Cabinet PIERRE DEJONGHE, Géomètre-Expert, 7 chemin de Fromenteau, 69380 LISSIEU

sollicitant l'alignement du domaine public au droit de sa propriété cadastrée **AH0147**, sise 507 rue de la Liberté à Jassans-Riottier (01480),

sur la voie publique : **rue de la Liberté** située à Jassans-Riottier

ARRETE

ARTICLE 1 - Alignement

L'alignement de la voie sus-mentionnée au droit de la propriété du bénéficiaire est défini par le plan fourni par le Cabinet PIERRE DEJONGHE, Géomètre-Expert et annexé au présent arrêté, matérialisant la limite de fait du domaine public (limite cadastrale).

ARTICLE 2 - Responsabilité

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 3 - Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

ARTICLE 4 - Validité et renouvellement de l'arrêté

Le présent arrêté devra être utilisé dans le délai de 1 an à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

ARTICLE 5 - Recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à JASSANS-RIOTTIER, le 14 décembre 2021

Le Maire,
Jean-Pierre REVERCHON



Diffusion

Le bénéficiaire pour attribution

La commune de Jassans-Riottier pour affichage et/ou publication

Annexe

Plan -Etat des lieux fourni par cabinet PIERRE DEJONGHE, Géomètre-Expert